

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interdépartementale des Routes Méditerranée

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée par arrêté
préfectoral n°13-2020-DR5 du 24 août 2020

Objet de la consultation

RN 94 - Aménagement du carrefour de la Grande Boucle de Briançon

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 16 février 2021 à 22 h 00 (heure locale de
l'adresse du RPA)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>5</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>5</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>5</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>5</u>
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	<u>5</u>
2-5. Variantes.....	<u>5</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	<u>6</u>
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	<u>6</u>
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	<u>6</u>
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>6</u>
2-10. Délai de validité des offres.....	<u>6</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>6</u>
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	<u>6</u>
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	<u>6</u>
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	<u>7</u>
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	<u>7</u>
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	<u>7</u>
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>8</u>
3-1. Solution de base.....	<u>8</u>
3-2. Variantes.....	<u>12</u>
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>12</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>12</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>13</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>15</u>

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	15
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	16
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	17

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRESENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les travaux objet de la présente consultation portent sur le réaménagement de 2 carrefours existants en T de la ville de Briançon, en un carrefour à feu (RN94/Avenue de Barbot) et un carrefour giratoire (Carrefour de Fanton).

Ces aménagements intègrent les orientations de planification urbaine, s'agissant notamment des modes doux (piste cyclable, passages piéton et trottoirs piétonniers). Ces travaux concernent notamment :

- La réalisation des terrassements, assainissement et couche de forme,
- La mise en œuvre des couches de chaussées y compris pour pistes cyclables,
- La mise en œuvre des trottoirs,
- La confection de 2 murs de soutènement en béton armé y compris les essais de portance du fond de fouille,
- La fourniture et pose de la signalisation verticale directionnelle et de police,
- La fourniture et pose de la signalisation horizontale y compris pour passages piéton,
- La mise en œuvre de dispositif de retenue type « muret montagne » en rive de la RN94,
- La fourniture et pose de feux tricolores y compris réseaux et équipements annexes (boucles de détection) et réalisation des tests.
- La prise en compte des sujétions d'exécution dues à la présence de réseaux de concessionnaires sur l'emprise des travaux,
- Le déplacement localisé d'une canalisation du Grand canal de la ville de Briançon au droit du mur de soutènement à construire à l'angle de la rue du Chemin de la Tour, y compris raccordement sur le réseau existant,
- La fourniture, pose, maintien et dépose de dispositifs de balisage et de protection du chantier.
- Les aménagements paysagers de certaines zones des travaux.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est la commune de Briançon (département des Hautes Alpes-05).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le C.C.A.P. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution des travaux sont fixés dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et son additif covid 19 ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le PPSPS sera accompagné d'une annexe covid19 qui précisera les mesures prises par l'entreprise pour assurer la protection des employés contre le risque covid.

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique :

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.2 du CCAP.

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. L'organisme facilitateur de la clause sociale est le Conseil Départemental des Hautes-Alpes / Service Achats publics.

Conseil Départemental des Hautes-Alpes (CD05)	Frédéric Jacquot frederic.jacquot@hautes-alpes.fr 04 92 40 39 73
---	--

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

La clause d'insertion se répercute sur les sous-traitants quel que soit le degré de sous-traitance.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

S'agissant de la clause environnementale :

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les stipulations environnementales figurent dans la Notice de Respect Environnementale (NRE) et dans le cadre imposé du Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE).

Le candidat n'est pas autorisé à formuler des réserves sur les clauses sociales et environnementales.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- **BORDEREAU 0.**

- 0.1 - Avis de Marché (AM) envoyé à la consultation

- 0.2 - Règlement de la Consultation (RC)

- 0.3 - Sommaire

- **BORDEREAU 1. Pièces contractuelles**

- 1.1 - Acte d'Engagement (AE)

- 1.2.1 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- 1.2.2 – Annexe au CCAP (Note d'Exploitation Sous Chantier)

- 1.3 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

- 1.4 – Cadre du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)

- 1.5 – Cadre du Détail Estimatif (DE)

- 1.6 – Cadre de Sous Détail de Prix et de Décomposition des Prix Forfaitaires (DPF)

1.7 - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants

1.7 – Additif au PGCSPS (covid19)

1.8 – Document RTE- Travaux à proximité d’une Ligne électrique Haute Tension

1.9 – Cadre SOPAQ

1.10 - Cadre du SOPRE

1.11 - Note de Respect de l'Environnement (NRE)

● **BORDEREAU 2** Pièces nécessaires à la bonne compréhension du dossier

2.1 – Plan de situation

2.2 – Sous dossier géométrie

2.3 – Murs de soutènement

2.4 – Coupes des structures des voiries

2.5 – Plan du réseau d’assainissement

2.6 – Equipements – Signalisation

2.7 – Réseaux

2.8 – Exemple de DESC – Travaux de chaussées sur RN94

Le contenu des sous dossiers du bordereau 2 sont énoncés au sommaire du D.C.O.E.

3-1.2. Composition de l’offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Selon l'article R.2143-4 du CCP, le candidat peut utiliser le DUME pour répondre à ces exigences

Situation juridique - références requises :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics);

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP seront exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;
Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau spécifique minimal :

Le candidat devra présenter un chiffre d'affaire minimum annuel de 800 000.00 € H.T

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle de l'accord-cadre ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau spécifique minimal :

Le candidat devra présenter des références pour l'exécution d'au moins 3 opérations travaux exécutés de même nature en milieu urbain d'un montant supérieur à 1M€ TTC sur les 5 dernières années.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix et le détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

- **Une décomposition des prix forfaitaires et un sous-détail des prix unitaires suivants :**

- Prix n°1010: Installation de chantier – Mise en place et repliement
- Prix n°1020 : Entretien et fonctionnement des installations de chantier.
- Prix n°1041 : RN 94/Ch. de FANTON Signalisation temporaire de chantier.
- Prix n°1042 : RN 94/Av de Barbot Signalisation temporaire de chantier.
- Prix n°1080 : Etudes d'exécution.
- Prix n°3400 : GNT 0/31,5 pour couche de forme.
- Prix n°4130 : Blindage.
- Prix n°4220 : Béton C35/45(semelle, voile et dalle)
- Prix n° 5110 : Collecteur Ø 300 (PVC SN16)
- Prix n°5200 : Regard avaloir à grille.
- Prix n°6110 : Rabotage jusqu'au fond de forme.
- Prix n°6330: GB 0/14 cl4 pour couche de base.
- Prix n°6340 : BBSG 0/10 cl3 pour couche de surface
- Prix n°6711 : Bordures T2.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- Les déboursés ou frais directs ;
- Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;

- La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

● **Les documents explicatifs :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

• **Un mémoire technique** décrivant :

- ✓ *Le mode opératoire détaillé* proposé pour chaque phase de travaux et pour les différents corps de travaux (techniques, matériel, effectifs), en conformité avec les contraintes d'exécution reprises par l'article 3-2.1 du CCAP et avec la Note d'Exploitation Sous Chantier (1.2.2 Annexe au CCAP) :

- ✕ terrassements, assainissement, chaussée,
- ✕ murs de soutènements M1 et M2 y compris blindage,
- ✕ feux de signalisation (pose et paramétrage, tests),
- ✕ signalisation verticale et horizontale.
- ✕ balisages et signalisation temporaire de chantier.

- ✓ *Le programme d'exécution des travaux :* ce document décrit le phasage d'exécution et comprendra le planning d'exécution qui formalise la durée d'exécution de chaque phase du chantier en faisant apparaître l'enchaînement des tâches et les chemins critiques, et qui comportera l'analyse des contraintes d'exécution et la présentation des cadences projetées.

- ✓ *Un dossier d'Exploitation Sous Chantier*, où le titulaire décrira notamment les dispositifs d'exploitation sous chantier, les schémas de circulation et de signalisation temporaire, en adéquation avec le phasage d'exécution et le planning d'exécution décrit au volet précédent .

Un soin devra particulièrement être porté sur la mise en cohérence entre l'ensemble des volets traités dans le mémoire technique.

- **Le SOPAQ** (Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité) cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ) permettant de :
 - présenter l'organisation générale du chantier (comprenant notamment un organigramme, la description des fonctions, la présentation des équipes d'encadrements avec les CV et références de chantier suivis),
 - démontrer la maîtrise de la planification (description des moyens et des cadences envisagés, présentation du planning) de la réalisation (certifications et références),
 - démontrer la maîtrise des études d'exécution (présentation du planning d'études, des moyens personnels « CV références » et matériels),
 - démontrer la maîtrise des procédures d'exécution et des contrôles, y compris fourniture et sous traitants (listes des procédures, présentation des fiches types (point d'arrêt, contrôle, agrément matériaux) gestion des fournitures et des sous-traitants).

- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (**SOPRE**). Cette notice comprendra :
 - Une analyse préalable du contexte environnemental et des contraintes à prendre en compte, en conformité avec les exigences définies par le maître d'Ouvrage dans la NRE (Notice de Respect de l'Environnement) ;
 - L'organisation mise en place pour le chantier type précédemment décrit, avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application du PRE ;
 - Les dispositifs prévus pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux ;
 - La nature et la situation des travaux et/ou des tâches d'exécution concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et risques potentiels au regard de l'environnement en lien avec ces tâches ;
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution de l'accord-cadre seront pondérés comme suit :

Critères d'attribution	Pondération
Le critère prix des prestations au regard du montant TTC du Détail Estimatif.	60 %
Le critère valeur technique au regard du mémoire technique dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3.1.2 du Règlement de la Consultation	40 %

Le critère prix sera apprécié au vu du montant T.T.C figurant au Détail Estimatif, noté sur 20 ;

Note prix = 20 X montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre analysée.

Cette note est appelée NCP.

Le critère valeur technique notée sur 20 sera appréciée au vu des documents explicatifs selon :

1. Le mémoire technique (SC1) :

Ce premier sous-critère est pondéré pour 3/4 du critère technique. Il sera jugé sur les 3 volets suivants à parts égales :

✓ *Le mode opératoire détaillé* proposé pour chaque phase de travaux et pour les différents corps de travaux (techniques, matériel, moyens humains) (SC1a), en conformité avec les contraintes d'exécution reprises par l'article 3-2.1 du CCAP et avec la Note d'Exploitation Sous Chantier (1.2.2 Annexe au CCAP) :

- ✓ terrassements, assainissement, chaussée,
- ✓ murs de soutènements M1 et M2 y compris blindage,
- ✓ feux de signalisation (pose et paramétrage),
- ✓ signalisation verticale et horizontale,
- ✓ balisages et signalisation temporaire de chantier.

✓ *Le programme d'exécution des travaux* : ce document décrit le phasage d'exécution et comprendra le planning d'exécution qui formalise la durée d'exécution de chaque phase du chantier en faisant apparaître l'enchaînement des tâches et les chemins critiques, et qui comportera l'analyse des contraintes d'exécution et la présentation des cadences projetées. (SC1b)

✓ *Un dossier d'Exploitation Sous Chantier*, où le titulaire décrira notamment les dispositifs d'exploitation sous chantier, les schémas de circulation et de signalisation temporaire, en adéquation avec le phasage d'exécution et le planning d'exécution décrit au volet précédent. (SC1c)

Une attention sera tout particulièrement portée sur la cohérence entre chaque volet du mémoire technique.

2. Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) (SC2)

Ce deuxième sous-critère est pondéré pour 1/8 du critère technique.

3. La notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) (SC3)

Ce troisième sous-critère est pondéré pour 1/8 du critère technique.

Une note allant de 0 à 4 sera attribuée à chaque point de jugement (SC1a, SC1b, SC1c, SC2, SC3) selon le barème suivant :

Valeur de la proposition		Notation SC
Très satisfaisante	Réponse complète sans aucune observation ou réserve	4
Satisfaisante	Réponse satisfaisante comportant quelques imprécisions ou réserves mineures	3
Correcte	Acceptable malgré des imprécisions ou des incomplétudes	2
Insuffisante	Nombreuses imprécisions ou présence de réserves significatives	1
Très insuffisante	Absence d'information ou informations hors-sujet	0

La note du SC 1 est la moyenne des notes SC1a, SC1b et SC1c : $SC1 = 1/3(SC1a + SC1b + SC1c)$.

La somme des notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère donne une note relative pour le critère évalué, comprise entre 0 et 4. Elle est appelée NT (note intermédiaire).

$NT = 3/4 \times \text{note SC1} + 1/8 \times \text{note SC2} + 1/8 \times \text{note SC3}$

La note finale du critère technique (NCT) sera donc :

NCT sur vingt points = $20 \times NT$ du candidat/meilleure NT obtenue.

Note finale :

La note finale d'une offre correspond à la somme pondérée des notes que l'offre a obtenue à chacun des 2 critères.

Note finale sur vingt points = $0,6 \times NCP + 0,4 \times NCT$

Les candidats classés ex-æquo sont départagés en prenant compte l'offre la mieux placée selon le critère prépondérant, c'est-à-dire le prix.

Tout rabais (ou remise) de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence indiquée dans l'avis de marché.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction interdépartementale des Routes Méditerranée
DREAL PACA / PSI / UCP
16 rue Antoine Zattara- CS 70248
13331 Marseille Cedex 03

Copie de sauvegarde pour :

« RN 94 - Aménagement du carrefour de la Grande Boucle de Briançon »

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.